

*Le ministre des Affaires  
étrangères souligne la  
condamnation par l'ONU de  
l'inclusion de Cuba sur une liste  
américaine*

---



Caracas, 6 novembre (RHC) Le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodríguez, a déclaré aujourd'hui que la condamnation répétée à l'Assemblée générale de l'ONU de l'inclusion de son pays sur la liste unilatérale et fallacieuse des pays connus comme sponsors du terrorisme était significative.

La liste a des "implications politiques calomnieuses, dans de nombreux domaines", mais elle a un impact vraiment extrême sur le système financier international, a déclaré le chef d'État lors d'une interview avec la chaîne de télévision multiétatique Telesur.

Le chef de la diplomatie insulaire a souligné que l'inclusion de cette liste a "un impact dévastateur sur les transactions financières mondiales, sur lesquelles Washington exerce une influence disproportionnée et absolue" dans le contrôle de la finance internationale, des transactions et des flux, y compris électroniques ou numériques.

Rodríguez a expliqué que la liste n'a pas seulement cette portée, mais qu'elle a aussi des effets pratiques très directs, tels que l'augmentation du "risque pays", qui oblige les pays à être désavantagés sur le marché international et à payer des prix supérieurs à ceux du marché ordinaire.

Cela implique également, a-t-il souligné, le refus de nombreuses banques du monde entier d'établir ou de maintenir des relations financières avec Cuba, "parce qu'elles seraient soumises à des sanctions" de la part du gouvernement américain, ainsi que la perte de leurs liens financiers avec des institutions internationales ou des banques américaines.

Le ministre cubain des Affaires étrangères a dénoncé qu'au cours des dernières années, 909 actions directes ont coupé les services à la nation antillaise par des entités financières de pays tiers, toutes à la suite de l'inclusion dans la liste fallacieuse par le gouvernement de Donald Trump (2017-2021).

Il a fait remarquer qu'il y a des dizaines d'ambassades cubaines qui ont perdu des services financiers et bancaires en raison de l'effet intimidant et punitif de l'inscription d'un pays sur cette liste, et a ajouté que toute transaction cubaine est persécutée, ce qui a un impact très direct.

Le ministre cubain des affaires étrangères a évoqué l'extraterritorialité et l'impact du blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba depuis plus de 60 ans par les États-Unis, qui a un impact très négatif sur la vie politique, sociale et économique de son pays.

Il a commenté les graves effets punitifs sur les voyages et le tourisme, qui ont des répercussions concrètes sur l'économie cubaine et sur les relations avec les pays tiers en raison de leur caractère extraterritorial marqué.

Rodríguez a souligné que cette qualité fondamentale du blocus en fait une violation du droit international et de la souveraineté des pays, car il oblige les États tiers à se soumettre aux règles du blocus et vise à étendre la juridiction des États-Unis à l'encontre des pays tiers.

En ce qui concerne le terme génocide appliqué à cette politique d'asphyxie économique, le chef de la diplomatie cubaine a affirmé qu'il ne s'agit pas d'une phrase qui reflète un sentiment, une expression émotionnelle ou une définition de portée politique, mais d'un qualificatif de droit international, d'un acte criminel et pénal punissable qui cause des dommages à des collectifs humains. (Source Prensa Latina)

---

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/338661-le-ministre-des-affaires-etrangees-souligne-la-condamnation-par-lonu-de-linclusion-de-cuba-sur-une-liste-americaine>



**Radio Habana Cuba**